

CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)
Le 29 septembre 2022

Compte rendu des décisions v1		
Points à l'ordre du jour	Sujet/Discussion	Décision/Mesure
	Mot de bienvenue Paul Wagner souhaite la bienvenue aux membres. Catherine Luelo, sous-ministre et dirigeante principale de l'information du Canada, se joint à la réunion virtuellement et prononce une allocution de bienvenue. Elle félicite le CDPISP pour les grandes avancées dans le dossier de l'identité numérique et offre son plein appui à la poursuite des travaux. Elle attend avec impatience les prochaines réunions des sous-ministres et ministres FPT responsables de la confiance numérique et de la cybersécurité.	
1.	<u>Questions administratives (Onglets 1A, 1B, 1C, 1D)</u> A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion virtuelle du 26 février 2022. Le compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP tenue le 26 février 2022 est adopté tel quel. B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CDPISP tenue le 29 septembre 2022. CJ Ritchie fait savoir que l'ordre du jour de la réunion du 29 septembre sera modifié de façon à ce que la séance soit levée à 14 h (HAE). La table ronde sur les compétences sera supprimée; les documents à ce sujet sont inclus dans le dossier de la réunion. L'ordre du jour de la réunion du CDPISP est adopté avec des modifications. C) Mesures de suivi du CDPISP L'examen des mesures de suivi ne donne lieu à aucun commentaire ni aucune question. D) Points reportés à une prochaine réunion du CDPISP	<u>Décision n° 1 :</u> Le compte rendu des décisions de la réunion du 16 février 2022 est approuvé tel quel. <u>Décision n° 2 :</u> L'ordre du jour de la réunion du 29 septembre 2022 est adopté avec des modifications. <u>Mesure de suivi n° 1 :</u>

	<p>Les points suivants sont reportés à une prochaine réunion du CDPISP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Séance d'information sur la réunion des sous-ministres tenue le 3 novembre en ce qui concerne la confiance numérique et la cybersécurité. ○ L'incidence de la réunion de novembre sur la réunion de janvier des ministres et des sous-ministres. ○ Mises à jour sur les progrès réalisés en ce qui concerne le nouveau bureau du programme de confiance numérique. 	<p>Les points suivants sont reportés à une prochaine réunion du CDPISP :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Séance d'information sur la réunion des sous-ministres tenue le 3 novembre en ce qui concerne la confiance numérique et la cybersécurité. b) L'incidence de la réunion de novembre sur la réunion de janvier des ministres et sous-ministres. c) Mises à jour sur les progrès réalisés en ce qui concerne le nouveau bureau du programme de confiance numérique.
2.	<p><u>Cybersécurité (Onglet 2)</u></p> <p>CJ Ritchie présente Martin Dinel, président du sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (NCISP) et Gary Perkins, secrétaire du SCNDPI. Elle indique que la cybersécurité fait l'objet d'une grande attention à tous les niveaux de gouvernement. C'est l'occasion pour le CDPISP de discuter des possibilités de collaboration intergouvernementale afin d'améliorer la cybersécurité dans tout le pays.</p> <p>A. Aperçu des cybermenaces FPT actuelles</p> <p>Martin Dinel donne un aperçu des cybermenaces actuelles à tous les niveaux du gouvernement.</p> <p>B. Principales activités FPT courantes en matière de cybersécurité</p> <p>Martin Dinel donne un aperçu des principales activités FPT en matière de cybersécurité.</p> <p>C. Proposition : Attirer et retenir du personnel de cybersécurité</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 2A :</u> Martin Dinel présentera la matrice actualisée des capacités en matière de cybersécurité au cours d'une prochaine réunion.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2B :</u> Martin Dinel partagera des renseignements sur les mesures prises par les administrations pour faire face aux cybermenaces au cours d'une prochaine réunion.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2C :</u></p>

	<p>Martin Diné présente une proposition en vue d'attirer et de garder du personnel de cybersécurité. Le groupe est à la recherche d'aide et de financement pour obtenir une étude objective sur les salaires en matière de cybersécurité dans l'ensemble des provinces et territoires, car la rémunération dans le secteur public semble constituer un défi pour ce qui est d'attirer et de retenir du personnel.</p> <p>D. Discussion : Lien hiérarchique entre le SCNDPI et le CDPISP</p> <p>Martin Diné aborde la question du lien hiérarchique entre le NSCIP et le CDPISP, ainsi qu'un changement potentiel quant à la nature de ce lien. Il fait remarquer que les changements en cours dans les domaines du numérique et de la cybersécurité, au Canada et dans d'autres organisations gouvernementales, qui font en sorte que les RSSI sont souvent amenés au même niveau que les DPI, l'ont amené à formuler une recommandation auprès du CDPISP pour que le SCNDPI devienne un comité à part entière de même niveau que le CDPISP. Il demande également au CDPISP d'envisager la possibilité de remplacer le nom actuel du groupe du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SCNDPI) par Comité national des CISO sur la protection de l'information.</p> <p>CJ Ritchie informe Martin Diné que, sur le plan de la procédure, les membres de la Table discuteront entre eux et lui feront part de leurs décisions. Quelques questions sont posées avant la séance à huis clos.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario aimerait savoir, en ce qui concerne les menaces liées à la vulnérabilité, si les équipes partagent leurs connaissances et outils, ainsi que les leçons apprises en cas de changement; ce qui a été mis en œuvre; ce que nous avons tous fait. <p>Martin Diné répond qu'il inclura dans le dossier un résumé de ce qui a été mis en œuvre dans toutes les administrations, en vue de la prochaine mise à jour du CDPISP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle-Écosse : Les salaires posent un problème dans le domaine de la cybersécurité partout au pays, et la Table doit tenir compte de ce problème de façon plus générale. Il y a urgence en matière de cybersécurité, de développement full stack, d'infonuagique, etc. Cette question comporte de nombreux volets et doit être examinée dans son ensemble. Il y a un positionnement à faire autour de l'urgence et de la raison pour laquelle c'est important. Tous s'entendent pour dire que nous devrions nous pencher sur cette question, mais de façon plus exhaustive qu'expéditive. 	<p>Les coprésidents du CDPISP informeront le SCNDPI de leur décision en ce qui concerne la proposition de financement par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ISAC. Le Secrétariat de l'ISAC rédigera une réponse.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2D :</u></p> <p>Les coprésidents du CDPISP assureront un suivi auprès du SCNDPI en ce qui concerne la gouvernance (pour amener le groupe au même niveau que le CDPISP) une fois qu'un examen du travail aura été entrepris. Les coprésidents du CDPISP feront un rapport au cours d'une prochaine réunion.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u></p> <p>Les membres n'ont pas approuvé la proposition de financement telle que présentée. Les membres ont convenu qu'il existe un problème lié au recrutement et à la rétention du personnel dans le domaine de la cybersécurité, mais la Table souhaite examiner la question de manière</p>
--	---	--

	<p>Martin Dinel déclare que du point de vue du SCNDPI, dont l'objectif est la sécurité, il est clair que le problème est vaste et que ce serait une bonne idée d'examiner ces rôles critiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouveau-Brunswick : La province se demande si les recommandations seront formulées en fonction de la province, puisque les salaires sont différents dans chaque province. Les Ressources humaines sont en train de revoir l'ensemble des salaires dans le domaine de la technologie de l'information et la province ne sait pas exactement comment cela s'intégrerait aux opérations, si ce n'est en retirant la question de la sécurité, ce qui pourrait causer d'autres problèmes. <p>Martin Dinel confirme que chaque administration fera l'objet d'un examen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • MISA Ontario : Dans quelle mesure est-on convaincu qu'il existe un consultant capable de formuler des recommandations créatives pour résoudre le problème de recrutement et de rétention du personnel? <p>Martin Dinel répond que Deloitte travaille sur des solutions créatives et pourrait être en mesure d'aider, mais il espère trouver un entrepreneur avec une certaine expérience du recrutement capable de tenir compte des deux aspects.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Île-du-Prince-Édouard : La proposition ne doit pas se limiter aux services numériques puisque d'autres secteurs de la fonction publique ont les mêmes problèmes et nous devons prêts à aider également ces secteurs. • Québec : Ce qui influence les politiciens ou le Conseil du Trésor, ce sont les résultats. Or, les résultats actuels ne sont pas positifs si l'on tient compte des retards et du fait que nous sommes en train de devenir un tremplin pour le secteur privé puisque nous formons des jeunes qui se retrouvent ensuite dans d'autres organisations. Tout cela coûte de l'argent. Comment faire en sorte que ce problème soit pris en compte alors que de nombreux autres secteurs essaient d'obtenir plus de financement? Ce qui a aidé le Québec, c'est l'établissement de paramètres pour les problèmes d'embauche et ce facteur pourrait s'avérer important. Nous devons exposer davantage les points sensibles. L'autre volet concerne la rétention du personnel. Y a-t-il d'autres leviers, non monétaires, qui pourraient être utilisés pour contribuer à la rétention du personnel? À titre d'exemple, le Québec permet au personnel en cybersécurité de travailler à distance. Cela pose quelques problèmes à d'autres personnes, mais cela a contribué à la rétention du personnel cybernétique. C'est un exemple d'élément qui pourrait faire l'objet d'une évaluation comparative. 	<p>plus approfondie. Le CDPISP procédera à un examen plus en profondeur et tirera parti du travail que les administrations accomplissent déjà pour élargir la discussion de façon à inclure quelques-uns des autres groupes de gouvernance.</p> <p><u>Décision n° 3 :</u> En ce qui concerne la demande consistant à faire en sorte que le SNDPI soit élevé au même niveau que le CDPISP, un travail de gouvernance est en cours et le CDPISP examinera cette question dans le cadre de la nouvelle structure avec les Tables des SM et des ministres et examinera d'autres groupes de travail afin de veiller à ce que la structure soit rationalisée autant que possible et harmonisée sur les priorités des ministres. Les membres du CDPISP conviendront de poursuivre la discussion et d'assurer un suivi auprès du SCNDPI.</p> <p><u>Décision n° 4 :</u></p>
--	--	--

	<p>Martin Dinel fait remarquer qu'il faudrait mieux comprendre ce qui se passe dans chaque province et, si quelque chose fonctionne, il aimerait qu'on en tienne compte dans le cadre de l'analyse.</p> <ul style="list-style-type: none"> Colombie-Britannique : Cet aspect n'est qu'un des aspects devant être examinés dans le cadre des discussions sur les talents numériques. Nous avons l'occasion de nous familiariser avec la situation dans les diverses administrations. Nous n'arriverons pas à nos fins avec les salaires et rien ne nous garantit qu'un consultant nous aidera à régler le problème des salaires. De nombreux efforts sont déployés pour comprendre la situation des employés et la manière dont les organisations se présentent aux candidats potentiels pour répondre à leurs besoins et les attirer. Nous sommes tous en train de travailler sur ces questions et une approche consolidée pourrait être utile. Manitoba : Nous savons qu'il y a un problème généralisé en matière de talents, à la fois dans le secteur des TI et dans le secteur public. Nous savons généralement quels seront les résultats, mais quels résultats essayons-nous d'obtenir? Ce rapport nous dira ce que nous savons déjà, mais croyons-nous qu'il y ait quelque chose qui pourrait nous aider ou pensons-nous que nous devons formaliser tout cela? Recherchons-nous des solutions ou des outils différents qui pourraient nous aider à convaincre le Conseil du Trésor? <p>Martin Dinel appuie l'idée de formaliser cette question grâce à une étude indépendante et objective réalisée par une tierce partie.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ontario : La province estime que la rémunération posera toujours un problème, mais elle aimerait savoir s'il y a des solutions autres que la rémunération. La province a décidé de devenir un organisme de formation. Pour remédier à la situation, il faudrait mettre de côté la rémunération et réfléchir à d'autres mesures novatrices qui pourraient aider le secteur public à assurer la viabilité du point de vue de la cybersécurité, en reconnaissant que la rémunération est un problème mondial. Quels sont les autres modèles opérationnels qui pourraient être mis en œuvre et qui permettraient d'alléger certaines contraintes du point de vue de la cybersécurité? Il pourrait s'agir de la manière dont nous pourrions nous associer à d'autres organisations ou de la manière dont nous pourrions devenir un organisme de formation. <p>Martin Dinel reconnaît que la recommandation ne doit pas se limiter à la rémunération.</p> <p>Martin Dinel donne un aperçu d'une proposition de discussion sur le fait que le SCNDPI soit un comité à part entière plutôt qu'un sous-comité. Pourrions-nous remplacer le nom actuel par Sous-comité national des CISO sur la protection de l'information?</p>	<p>En ce qui concerne le changement de nom proposé pour le comité, les membres acceptent ce changement et le SCNDPI deviendra le Comité national des CISO sur la protection de l'information.</p>
--	--	---

CJ Ritchie répond que la Table ajoutera cette question à ses délibérations. Elle remercie Martin Diné pour ses présentations et lui indique qu'il recevra une réponse de la part du CDPISP.

Discussion à huis clos (*commentaires non consignés dans le compte rendu des décisions, conformément au protocole actuel*).

Décisions découlant de la discussion à huis-clos en ce qui concerne les demandes liées au SCNDPI :

A) Lien hiérarchique entre le SCNDPI et le CDPISP

CJ Ritchie, coprésidente du CDPISP, fait remarquer qu'en ce qui concerne la question de la transformation du sous-comité en comité à part entière, au même titre que le CDPISP, un travail de gouvernance est en cours, de sorte que le CDPISP pourrait aborder cette question dans le cadre de l'ajout des sous-ministres et des ministres, examiner les sous-comités et veiller à ce qu'ils soient rationalisés dans la mesure du possible et harmonisés avec les priorités des ministres. Les membres du CDPISP acceptent de se pencher sur la question et feront un suivi auprès du SCNDPI.

B) Demande de changement de nom du SCNDPI

CJ Ritchie, coprésidente du CDPISP, fait savoir que les membres approuvent le nouveau nom, c'est-à-dire : Comité national des CISO sur la protection de l'information.

C) Proposition du SCNDPI : Recrutement et rétention du personnel en cybersécurité

CJ Ritchie, coprésidente du CDPISP, indique que les membres du CDPISP n'ont pas approuvé la proposition telle qu'elle a été présentée, mais ils reconnaissent qu'il y a un problème en ce qui concerne le recrutement et la rétention du personnel en cybersécurité. Le CDPISP examinera la situation de plus près, s'inspirera du travail que les administrations font déjà et élargira la discussion de façon à inclure quelques-uns des autres groupes de gouvernance. D'autres stratégies pourraient être envisagées, c'est une occasion unique d'examiner cette question de manière globale et de déterminer quel type d'autres compétences supplémentaires sont nécessaires pour le leadership à cet égard afin de nous aider à instaurer une culture axée d'abord et avant tout sur la sécurité et la protection des renseignements personnels, ce qui est la responsabilité de tous.

3.	<p><u>Talents numériques (Onglet 3)</u></p> <p>Anna Wong, directrice du Bureau de gestion de la collectivité du numérique du Conseil du Trésor du Canada, donne un aperçu de la présentation sur les talents numériques du GC – Secteur des talents et du leadership numériques. Paul Wagner fait remarquer que le document Ambition numérique du Canada 2022 a été publié le 4 août. Elle présente le point de vue du gouvernement fédéral sur la prestation de services numériques, la cybersécurité, le recrutement de talents et la protection de la vie privée. Paul Wagner fait des remarques d'introduction à propos de la présentation d'Anna.</p> <p>Anna Wong précise qu'il s'agit d'une offre en ce qui concerne ce que l'on prévoit faire au sein du gouvernement du Canada, puis d'élargir cette offre. Il s'agit de leur réflexion à ce jour; ce sont les initiatives qui sont en cours et on a demandé aux membres s'ils souhaitent participer. Ils sont conscients des problèmes et ont besoin de commencer, de se pencher sur quelques-uns des domaines prioritaires et de prouver le bien-fondé. Anna passe en revue la présentation. Elle indique qu'une étude sur les salaires dans les secteurs hautement prioritaires est en cours, et elle propose de partager de l'information.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle-Écosse : La province aimerait que le CDPISP détermine s'il s'agit d'une communauté de pratique ou d'un groupe de travail parce que nous devons formaliser cela, même s'il s'agit d'une communauté de pratique visant à rassembler les gens afin qu'ils s'appuient les uns sur les autres pour s'attaquer à ce problème; nous avons un flux de talents; il y a certains éléments à décortiquer quant à la meilleure façon de tirer parti des rares talents, comment faire pour investir dans nos fonctionnaires qui sont dévoués à la fonction publique, et dans la formation et le perfectionnement, en changeant les mentalités; comment peut-on rassembler cette communauté de pratique d'une manière plus formelle comme une Table? • GC : Nous pouvons envisager une communauté de pratique ou un groupe de travail; nous pensons que cela doit être axé sur les résultats; nous devons déterminer sur quoi nous devrions collaborer et ensuite commencer à réfléchir à l'affectation des ressources. Anna Wong se fera un plaisir d'organiser les discussions au niveau fédéral. Elle fait remarquer que nous en sommes au tout début, et qu'une stratégie est en voie d'être officialisée, donc c'est un moment opportun. • Nouvelle-Écosse : La province déterminera ce qu'elle peut faire pour travailler avec Anna afin de choisir entre une communauté de pratique ou un groupe de travail, et affectera des personnes à cette tâche. La Nouvelle-Écosse trouvera quelqu'un pour aider le GC à établir la 	<p><u>Mesure de suivi n° 3 :</u></p> <p>La Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et MISA acceptent de collaborer avec Anna Wong en vue de l'élaboration d'un énoncé des travaux pour un groupe de travail/une communauté de pratique qui réalisera un projet spécifique sur les talents numériques, puis présentera une proposition au CDPISP.</p>
----	---	--

	<p>portée du travail, puis indiquera à la Table si c'est une chose dans laquelle nous voulons, en tant que Conseil, investir le temps et l'énergie de nos gens.</p> <ul style="list-style-type: none"> • GC : La suggestion consiste à choisir quelque chose de concret. Ainsi, le fédéral lancera une cyber campagne spécifique – si c'est quelque chose qui vous intéresse, c'est concret, spécifique et limité dans le temps. • Nouvelle-Écosse : Les échanges constituent une autre solution qui pourrait fonctionner; appuyons nos gens, mais aussi nos mandats. • GC : Si les administrations ont des ressources pour nous appuyer, faites-le-nous savoir; est-ce que la cyber campagne fédérale pourrait être menée à l'échelle nationale pour aider toutes les provinces? Les provinces pourraient se prévaloir du bassin de personnes qualifiées; c'est une possibilité. • Terre-Neuve-et-Labrador : La province s'intéresse à l'aspect autochtone du travail; elle a du mal à fournir un soutien technique dans les communautés autochtones et elle aimerait en savoir plus à ce sujet. En ce qui concerne les talents, qu'en est-il des talents technologiques plus âgés? <p>Le GC n'a pas d'objectif spécifique à ce sujet pour le moment.</p> <ul style="list-style-type: none"> • MISA Ontario : Aimerais que le GC inclue les municipalités pour ce qui est de l'accès au bassin de personnes qualifiées. <p>Le gouvernement du Canada peut dire qu'il est ouvert aux municipalités si elles veulent utiliser cette ressource, mais il ne sera pas en mesure de consulter toutes les municipalités en ce qui concerne l'offre d'emploi; par contre, s'il est possible d'agréger les données des municipalités, cela aurait du sens.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle-Écosse : Est-ce l'occasion de faire appel à quelqu'un de la MISA – la première étape consiste à définir la portée du mandat du groupe de travail ou de la communauté de pratique, après quoi nous devons déterminer qui participera; nous avons besoin de la bonne représentation pour le groupe de travail qui pourrait nous permettre d'avoir un bon projet-pilote à essayer; créer des voies pour que cela se produise. • MISA Canada : Pourrait aider sur ce front. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> Colombie-Britannique : Dispose d'une équipe spécialisée dans la gestion des talents et serait en mesure d'aider. GC : Le défi pour nous est de réfléchir à ce que nous faisons et qui pourrait être adapté à la communauté de pratique que nous représentons. <p>Anna Wong prononce le mot de la fin et souligne qu'il s'agit de ne pas voir trop grand et de faire ce qui est réalisable. Nous pourrions nous adapter au fur et à mesure. Il y aura une séance plénière au cours de la réunion du 3 novembre des SM.</p> <p>La Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et la MISA ont accepté de travailler avec Anna Wong à l'élaboration d'un cadre de travail pour un groupe de travail/une communauté de pratique qui réalisera un projet spécifique sur les talents numériques, puis présentera une proposition au CDPISP.</p>	
4.	<p><u>Programme d'identité numérique (Onglet 4)</u></p> <p>CJ Ritchie fait le point sur la planification des prochaines réunions de la Table des ministres et des sous-ministres sur la confiance numérique et la cybersécurité. La réunion virtuelle des SM aura lieu le 3 novembre et la réunion des ministres aura lieu les 24 et 25 janvier 2023, à Vancouver. Elle présente aux membres les documents contenus dans le classeur et fait part de certains éléments utilisés par la Colombie-Britannique en matière de confiance numérique et de cybersécurité. CJ indique qu'elle recueillera les commentaires des membres sur les données fournies et les inclura dans le dossier final qui sera distribué aux SM en vue de leur réunion du 3 novembre. Elle demande aux membres de ramener le matériel à leurs organisations respectives et de faire part de leurs commentaires d'ici le 20 octobre. CJ informera les SM responsables de l'identité numérique du travail accompli et de l'objectif de la réunion de janvier.</p> <p>Le matériel est inclus dans le classeur de la réunion. Il comprend : une note d'information, le projet d'ordre du jour du symposium et un résumé des messages clés. Du point de vue de la Colombie-Britannique, il serait utile que la Table dispose d'un ensemble de messages clés pouvant être utilisés pour informer les hauts fonctionnaires. Nous examinerons également le projet de déclaration des conseils mixtes que nous avons signée et qu'il est temps de mettre à jour.</p> <p>CJ Ritchie donne un aperçu de la première réunion qui a eu lieu le 8 juin à Québec. Cette réunion a donné lieu à un échange à propos de ce qui a été fait en matière de confiance numérique et de cybersécurité et à une discussion des plans et priorités communs. La réunion a notamment permis d'expliquer pourquoi la cybernétique est importante. En janvier, nous voulons adopter un point de vue gouvernemental pour ce que nous faisons pour défendre nos réseaux. C'était la première fois</p>	<p><u>Mesure n° 4A :</u> La Colombie-Britannique propose d'axer les données de la Déclaration sur l'identité numérique sur l'intention de collaborer, de refléter le travail des conseils mixtes et des services numériques et de nuancer le langage sur l'identité numérique et la confiance numérique, et elle conservera la déclaration pour la signature par les DPI. La Colombie-Britannique partagera le matériel par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ISAC et les membres sont priés de faire part de leurs commentaires d'ici le 20 octobre.</p>

<p>que les ministres se réunissaient pour discuter de ce qu'ils veulent réaliser en matière de confiance numérique et de cybersécurité. Après cette réunion, nous avons commencé à réfléchir à la manière d'expliquer de quelle façon cela s'intègre au travail des Conseils mixtes et du CDPISP. Les participants ont convenu de se réunir deux fois par année et de diriger les travaux de la Table des SM sur la confiance numérique et la cybersécurité. La gouvernance en ce qui concerne la prestation de services demeure inchangée.</p> <p>CJ fait remarquer qu'il est essentiel de donner aux Canadiens les moyens d'accéder aux services numériques et d'organiser d'ici janvier des démonstrations en direct du portefeuille numérique et des justificatifs numériques. La réunion des ministres et des sous-ministres qui s'est tenue au Québec en juin a constitué une avancée majeure en matière de collaboration et de progression dans le domaine de la confiance numérique et de la cybersécurité. Nous avons essayé d'inclure dans les délibérations des Tables ce qui a commencé au Québec comme une conversation.</p> <p>CJ fait remarquer que chaque administration travaille sur le numérique et la cybersécurité. Quatre thèmes sont ressortis des travaux des provinces :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Diriger la croissance numérique. 2) Se protéger contre les cyberattaques de plus en plus fréquentes. 3) La gestion des coûts. 4) Trouver des ressources qualifiées (talents et défis numériques). <p>Les domaines d'intérêt des messages clés sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Identité numérique – une plateforme partagée où toutes les juridictions peuvent offrir des services interopérables. 2) Accords nationaux sur le partage d'informations et de compétences (talents numériques et équipe d'experts plus restreinte pouvant se déplacer entre les provinces). 3) Normalisation et harmonisation des technologies (également le langage et les termes pour partager et collaborer). <p>L'ordre du jour du symposium de janvier prévoit une présentation des travaux réalisés par l'Alberta, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et le Québec. Si d'autres administrations souhaitent faire une présentation, nous pouvons ajouter celle-ci à l'ordre du jour. Il y aura également un débat sur la nécessité d'une collaboration pancanadienne en matière de cybersécurité, ainsi qu'un groupe de discussion sur l'intégration des langues autochtones dans les dossiers et systèmes d'identité. Ensuite, nous consacrerons du temps à un accord de collaboration pour faire progresser l'économie numérique. Peter Watkins, responsable du programme d'identité numérique, présente aux membres la <i>Déclaration conjointe sur la collaboration pour l'avancement d'une économie</i></p>	<p>Mesure de suivi n° 4B : Le GC a demandé au CDPISP d'examiner le projet de loi C-27 – <i>Loi de 2022 sur la mise en œuvre de la Charte du numérique</i>, en ce qui concerne sa nature et son incidence sur les administrations. Ce point sera ajouté à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.</p> <p>Décision n° 5 : Le CDPISP appuie la recommandation consistant à utiliser la confiance numérique et non l'identité numérique dans les documents futurs. Les membres sont d'accord avec cette recommandation.</p>
--	--

numérique digne de confiance (onglet 4E) et indique les raisons pour lesquelles cette déclaration a été élaborée. Les commentaires au sujet de la déclaration seront recueillis jusqu'à la mi-octobre. La déclaration conjointe a pour but de mettre l'accent sur la collaboration dans ce domaine.

Discussion des membres :

- Nouvelle-Écosse : La province remercie le Québec d'avoir organisé la première réunion des ministres/sous-ministres, et la Colombie-Britannique pour tout le travail accompli en vue de la réunion de janvier. En ce qui concerne la cybersécurité, nous devrions nous inspirer d'une expérience concrète d'une administration en ce qui concerne un cyber événement d'un point de vue politique et de ce que cela représente pour l'administration en question, ainsi que les enseignements tirés. Cela pourrait être fait dans le cadre de la réunion de janvier.

CJ reconnaît que cela sera utile afin d'offrir un certain contexte aux ministres.

- Nouvelle-Écosse : Comment envisager la notion de prestation numérique alors qu'il y a d'autres éléments à aborder (notamment les modèles de financement)?

CJ indique que la présentation gouvernementale portera sur l'identité numérique et la cybersécurité, mais qu'elle abordera également la réponse à la COVID, le plan numérique et les offres de services numériques, de façon à englober tous les éléments, et non pas seulement les deux principales priorités.

- Nouvelle-Écosse : La province se demande quel type de séance d'information est nécessaire pour préparer les ministres et sous-ministres à signer la déclaration conjointe étant donné que les administrations ne seront pas toutes en mesure de le faire immédiatement.

CJ suggère une approche hybride où la déclaration serait signée par les DPI, mais une approche plus solennelle dans le cas des ministres. Et si les principes étaient séparés de la déclaration et qu'on signait un accord de collaboration fonctionnant selon certains principes et la déclaration sur la manière dont nous allons procéder?

- Ontario : La province fait remarquer qu'elle a examiné la situation d'un point de vue stratégique, en fonction de ce que l'Ontario essaie d'accomplir; nous avons besoin d'une loi pour faciliter certaines choses devant être faites. Dans ce contexte, il faudrait s'adresser au Cabinet et soumettre par écrit les principes du travail accompli, vérifier s'il y a harmonisation, mais la province n'a pas encore terminé le processus; la province aime l'idée d'avoir une déclaration plus générale traitant de l'intention de collaborer et nous donnant le mandat de faire le travail. Il n'est pas question du cadre de confiance, alors qu'il s'agit d'un outil important pour indiquer ce à

	<p>quoi nous nous attendons de la part des organisations en ce qui concerne les données d'identification.</p> <ul style="list-style-type: none"> • GC : Nous ne voulons pas que la déclaration conjointe change lorsque les gouvernements changent. Chaque gouvernement verra qu'il est préférable de collaborer plutôt que de faire cavalier seul. Nous devons intégrer la prestation de services numériques – est-ce l'occasion d'émettre une déclaration conjointe des Conseils en ce qui concerne les services? La question suscitera énormément d'attention; nous devons donc inclure l'angle de communication et la sensibilité autour de cela – la communication constituera un élément clé, et nous devons offrir des réponses identiques aux questions. • Ontario : La province est d'accord avec l'inclusion de l'optique de la prestation de services; elle se demande comment combiner le message, la confiance numérique et la cybersécurité tout en permettant de meilleurs services; l'inclusion d'une partie de ce message dans les points d'intervention sera utile et la déclaration conjointe sur ce qu'ils signent sera importante. • GC (Michael Goit) – Projet de loi C-27 – <i>Loi de 2022 sur la mise en œuvre de la Charte du numérique</i> – les principes de la loi sont axés sur un grand nombre de principes dont il est question ici – y a-t-il des préoccupations concernant le chevauchement et la désharmonisation par rapport aux principes? C'est quelque chose qui pourrait être mis à l'ordre du jour; séance d'information sur le projet de loi C-27 et l'incidence pour les administrations. <p>Le GC demande au CDPISP d'examiner le projet de loi C-27 et son incidence sur les administrations. Ce point sera ajouté à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Québec : Le slogan suggéré, c'est-à-dire des services numériques plus sûrs et de meilleures qualités pour les citoyens et les entreprises, doit être inclus dans les messages clés; on devrait s'éloigner de l'identité numérique et peut-être utiliser des justificatifs numériques ou la prestation de services numériques; la confiance est une conséquence plutôt qu'un moteur; comment pouvons-nous nous éloigner de l'identité numérique et parler plutôt de justificatifs numériques, peut-être un peu moins techniques; comment pouvons-nous rendre cela plus acceptable pour nos politiciens et penser davantage aux résultats qu'aux moyens d'obtenir ces résultats. • Peter Watkins recommande que le CDPISP appuie l'utilisation de la confiance numérique plutôt que l'identité numérique dans tout le matériel à l'avenir. <p>Les membres sont d'accord avec cette recommandation.</p>	
--	--	--

5.	<p><u>Table ronde sur le partage de l'information (Onglets 5A et 5B)</u></p> <p>La table ronde sur l'information gouvernementale a été omise de l'ordre du jour.</p> <p>Paul Wagner fait remarquer que les mises à jour et l'analyse du partage de l'information sont incluses dans le classeur de la réunion et que les membres peuvent les examiner.</p> <p>.</p>	Aucune mesure de suivi à ce sujet.
6.	<p><u>AUTRES QUESTIONS (Onglets 6A, 6B, 6Ci à 6Cii)</u></p> <p><u>Rapport du trésorier du CDPISP</u></p> <p>Sean McLeish, trésorier du CDPISP, fait savoir que le CDPISP a accumulé un modeste surplus pouvant être utilisé dans le cadre de projets, et qu'il est en bonne posture financière. Nous avons convenu d'augmenter les frais de secrétariat en fonction de l'augmentation de l'IPC. L'ISAC fournira une mise à jour des cotisations annuelles des membres pour 2023-2024.</p> <p><u>Mises à jour des groupes de travail/communautés de pratique du CDPISP</u></p> <p>Paul Wagner fait remarquer que les rapports des groupes de travail et des communautés de pratique du CDPISP se trouvent dans le classeur de la réunion et qu'ils ont été déposés à titre d'information seulement.</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> MISA Ontario signale que le mandat de la communauté de pratique sur la politique concernant les TIC indique que les municipalités sont considérées comme des invités et aimerait qu'ils soient plutôt considérés comme des membres à part entière. Tous les groupes des Conseils ont des représentants FPTM. <p>L'ISAC informera le président de la communauté de pratique en ce qui concerne ce changement.</p>	Aucune mesure de suivi à ce sujet.
7.	<p><u>FORMULAIRE D'ÉVALUATION DU CDPISP (Onglet 7)</u></p> <p>Paul Wagner remercie tous les participants. Maria Luisa demande aux membres de remplir le formulaire d'évaluation. La prochaine réunion en personne des Conseils mixtes/du CPSSP/du CDPISP aura lieu à Ottawa, du 21 au 23 février.</p> <p><i>La séance est levée à 14 h (HAE).</i></p>	Aucune mesure de suivi à ce sujet.

Présents	
Coprésidents du CDPISP	
Catherine Luelo (participation virtuelle)	Gouvernement du Canada
Paul Wagner	Gouvernement du Canada
CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Membres du CDPISP	
Jan Bradley	MISA East (Ville de Calgary)
Kathryn Bulko	MISA Canada
Elizabeth Byrne-Zwicker (participation virtuelle)	Nouveau-Brunswick
Hong Chung (participation virtuelle)	Manitoba
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Jonathan Kelly	Québec
Sean McLeish	Yukon
Mohammad Qureshi (participation virtuelle)	Ontario
Harry Turnbull	MISA Ontario
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard
Observateurs du CDPISP	
Shana Boertien (participation virtuelle)	Île-du-Prince-Édouard
Jillian Carruthers	Colombie-Britannique
Jason Doiron	Territoires du Nord-Ouest
Tyler Ganske	Colombie-Britannique
Michael Goit	Conseil du Trésor du Canada
Elky Hanlon (participation virtuelle)	Nouvelle-Écosse
Mark Healy	Terre-Neuve-et-Labrador
Alex MacLennan	Colombie-Britannique
Yannick Newton	Conseil du Trésor du Canada
John van den Hoven (participation virtuelle)	Ontario
Peter Watkins	ISAC
Dan Batista	Directeur général, ISAC.
Secrétariat de l'ISAC	
Maria Luisa	Directeur, Conseils nationaux (CPSSP et CDPISP)
Linda Robins	Directrice, Affaires corporatives, ISAC.